

Renforcer les économies rurales du Canada

Les collectivités rurales du Canada sont des endroits où les liens sont solides et sont entourées et soutenues par les nombreuses fermes familiales établies à la grandeur du pays. Le secteur de l'agriculture, de la production alimentaire à la création d'emplois, fournit une base solide et stable sur laquelle les économies rurales peuvent s'appuyer pour croître. De toute évidence, les fermes familiales contribuent de façon importante à la stabilité de l'économie rurale, et les fermes familiales sous gestion de l'offre, qui produisent des œufs, du poulet et des produits laitiers, comptent pour une partie importante de cette contribution économique.

Une étude réalisée en 2018 par l'Université Laval montre que les fermes qui produisent des œufs, du poulet et des produits laitiers, en particulier, contribuent à la stabilité des économies rurales en faisant plus que leur part lorsqu'il s'agit d'investir dans les collectivités, de créer des emplois et de contribuer au Produit intérieur brut (PIB). Comme le montre l'étude, même si les fermes sous gestion de l'offre ne comptent que pour 20 % des recettes agricoles, elles représentent 25 % des investissements totaux, 30 % des emplois créés et 28 % du PIB total généré par les investissements agricoles.

À propos de l'étude

Des chercheurs de l'Université Laval se sont penchés sur les retombées économiques des investissements faits par les fermes canadiennes, notamment pour la modernisation et l'achat de matériel agricole, la technologie et la mise en œuvre de mesures durables sur le plan environnemental. Ils ont mesuré trois types d'impact :

- **Direct** (par exemple, les emplois créés pour la construction de nouvelles infrastructures)
- **Indirect** (par exemple, les emplois créés par les entreprises embauchées par les fermes)
- **Dérivé** (par exemple, les dépenses des ménages qui découlent de l'argent gagné par les travailleurs agricoles)

Pour orienter la recherche, les chercheurs Maurice Doyon et Stéphane Bergeron ont analysé six secteurs agricoles. À l'aide des données de Statistique Canada, ils ont comparé les investissements agricoles effectués par trois secteurs assujettis à la gestion de l'offre (œufs, poulet et produits laitiers) avec ceux effectués par trois secteurs qui ne le sont pas (porc, bœuf et oléagineux/céréales). Leur recherche s'appuie sur des statistiques nationales et comprend l'étude d'exemples précis au Québec.

Au-delà de la ferme : l'effet des investissements agricoles

En 2015, les fermes sous gestion de l'offre ont investi 2,3 milliards de dollars dans l'équipement, la technologie, la durabilité et plus encore. Bien que les secteurs en gestion de l'offre ne représentent que 20 % des recettes agricoles des six secteurs étudiés, ils comptent pour 25 % des investissements totaux effectués par les fermes canadiennes.

Comme l'a démontré une étude antérieure de Maurice Doyon et de Raphael Mbombo, la stabilité assurée par la gestion de l'offre, qui élimine l'incertitude du marché et permet aux agriculteurs de planifier pour l'avenir, crée un environnement favorable à des niveaux élevés d'investissements agricoles.

La nouvelle étude montre pour sa part que ces investissements ont des effets bien au-delà de la ferme et s'étendent aux collectivités locales, aux villes et même aux centres urbains.

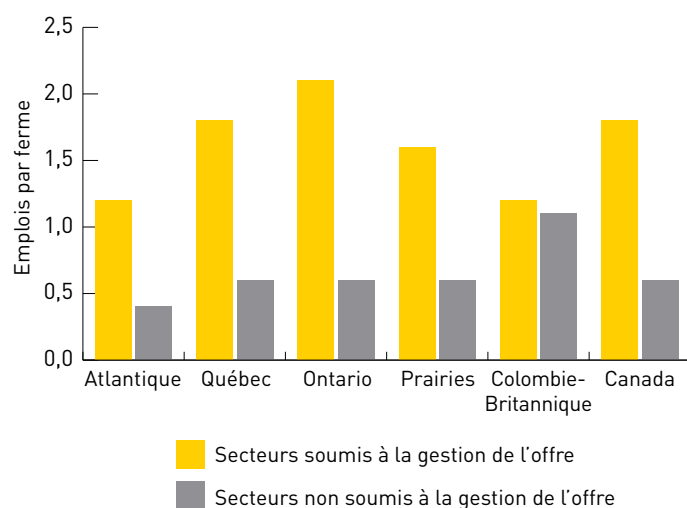
Création d'emplois

Les investissements agricoles entraînent régulièrement la création de nouveaux emplois à la ferme, à mesure que la production augmente ou que de nouvelles initiatives sont mises en œuvre. En même temps, ils ont un effet d'entraînement, ce qui fait en sorte que les fournisseurs et les secteurs de soutien embauchent de nouveaux travailleurs et prennent de l'expansion.

L'étude révèle que les fermes sous gestion de l'offre ont généré en moyenne 1,78 emploi par ferme grâce aux investissements à la ferme en 2015, tandis que les fermes qui n'y sont pas soumises ont généré 0,6 emploi par ferme. Ce sont les fermes laitières qui ont généré le plus d'emplois par ferme dans les secteurs étudiés, avec 1,93 emploi par ferme généré par les investissements (voir Figure 1).

FIGURE 1 : Emplois par ferme générés par les investissements agricoles par région (2015)

Exprimé en équivalent temps plein



Source : Calcul effectué à partir des données d'Ecotec Consultants et de Statistique Canada

Contribution au PIB

Par l'intermédiaire de leurs investissements, les fermes canadiennes contribuent de façon importante au PIB national. Les investissements des six secteurs étudiés ont atteint plus de 8,7 milliards de dollars en 2015 et généré près de 925 millions de dollars en recettes fiscales la même année.

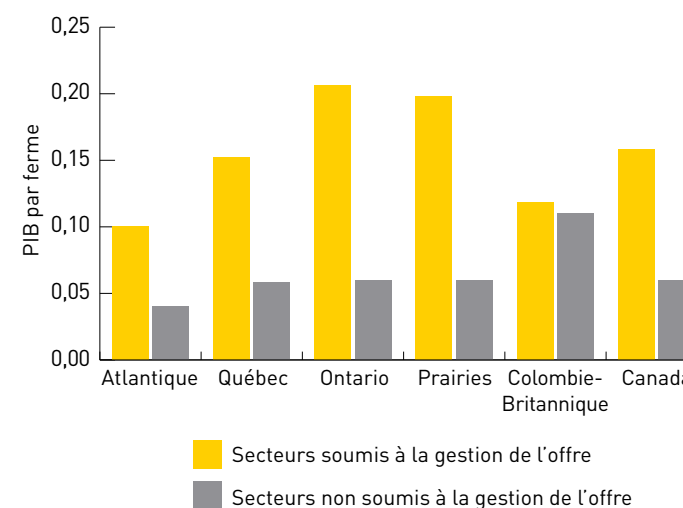
Les secteurs sous gestion de l'offre procurent une grande stabilité aux économies rurales

Au niveau de la ferme, les données montrent que les secteurs soumis à la gestion de l'offre génèrent jusqu'à trois fois plus de PIB que les secteurs non soumis. En mesurant uniquement l'impact de leurs investissements, chaque ferme laitière au Canada a contribué, en moyenne, 180 000 \$ au PIB national, tandis que les investissements dans les fermes avicoles ont contribué au PIB 140 000 \$ et 110 000 \$ par ferme, respectivement (voir Figure 2).



FIGURE 2 : PIB moyen par ferme généré par les investissements agricoles par région (2015)

Valeurs en millions de dollars



Source : Calcul effectué à partir des données d'Ecotec Consultants et de Statistique Canada

Impact économique local

Étant donné que l'économie rurale existe à plus petite échelle que l'économie urbaine, l'importance relative d'un nouvel emploi dans les régions rurales est différente de celle d'un nouvel emploi créé dans les centres urbains. Reconnaisant cette réalité, les chercheurs ont exprimé le nombre d'emplois créés dans plusieurs communautés rurales du Québec en termes d'emplois équivalents créés à Montréal (voir Table 1). Des principes semblables s'appliquent partout au pays, les nouveaux emplois dans les économies rurales ayant un poids différent de celui des nouveaux emplois dans les centres urbains du Canada.

Au Bas-Saint-Laurent, par exemple, les fermes sous gestion de l'offre ont créé 597 emplois locaux grâce à des investissements à la ferme. Selon l'étude, ce chiffre équivaldrait à la création de 14 328 emplois à Montréal. De même, en termes de contribution au PIB, les 82,9 millions de dollars créés par les investissements agricoles dans le Bas-Saint-Laurent équivalent à 1,5 milliard en PIB généré par les entreprises à Montréal.

Sur la Côte-Nord, communauté peu nombreuse de l'est du Québec, les investissements des fermes sous gestion de l'offre ont créé 61 nouveaux emplois, soit l'équivalent de 2 318 emplois à Montréal. La contribution au PIB de la Côte-Nord a atteint 5,9 millions de dollars, ce qui, en termes relatifs, équivalait à 212 millions de dollars à Montréal.

TABLE 1 : Les avantages économiques des investissements à la ferme pour quatre régions sont exprimés par rapport à la région de Montréal

Région administrative	PIB créé	PIB relatif*	Emplois créés	Emplois relatifs*
Bas-Saint-Laurent	82,9 M\$	1,5 G\$	597	14 328
Saguenay-Lac-Saint-Jean	48,3 M\$	0,5 G\$	385	6 160
Abitibi-Témiscamingue	23,2 M\$	0,4 G\$	200	5 600
Côte-Nord	5,9 M\$	212 M\$	61	2 318

Remarques : Emplois exprimés en équivalents temps plein

*Poids relatif par rapport à Montréal.

Conclusion

Les fermes familiales du Canada assurent la stabilité à long terme des collectivités rurales avoisinantes. Comme l'étude le démontre clairement, les investissements de chaque ferme contribuent grandement à la création d'emplois et au PIB.

Les secteurs sous gestion de l'offre, en particulier, procurent une grande stabilité aux économies rurales; la gestion de l'offre permet aux producteurs d'œufs, de poulet et de lait d'effectuer des investissements à long terme qui ont des répercussions économiques de longue durée.

Les secteurs sous gestion de l'offre représentent la plus petite partie des six secteurs étudiés, mais ils réalisent plus d'investissements, créent plus d'emplois et contribuent davantage au PIB par ferme que leurs homologues. À mesure que les économies rurales du Canada changent, l'agriculture et les investissements agricoles sont de plus en plus essentiels pour assurer leur vigueur et leur dynamisme.



Au sujet des chercheurs

Maurice Doyon, Ph. D., est professeur à l'Université Laval et titulaire de la Chaire de recherche économique sur l'industrie des œufs.

Stéphane Bergeron, Ph. D., est un professionnel de la recherche de l'Université Laval.



Visitez producteursdoeufs.ca ou communiquez avec nous à recherche@lesoeufs.ca pour obtenir de plus amples renseignements sur les Producteurs d'œufs du Canada ou sur notre programme de recherche.